

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

Les élections se suivent et nul ne peut prédire si elles doivent se ressembler. Il reste que les municipales ont ébranlé le Chef de la minorité au pouvoir : M. Giscard d'Estaing. Les formations présidentielles sont si discréditées qu'elles se camouflent sous la toge écarlate de M. Barre, Premier Ministre et super-technicien apolitique.

Chacun sait que les partis qui soutiennent le gouvernement — le R.P.R. le soutient comme la corde soutient le pendu — répondent aux vœux de la grande bourgeoisie. Mais les chiraquiens bénéficient encore d'une base populaire et jouent à fond le spectre quarantenaire de l'anti-communisme, pour rassembler les éléments les plus agressifs de la réaction. Si toutes ces composantes de l'ex-majorité défendent les mêmes intérêts, elles se différencient à partir de couches sociales assez différentes et entendent ajuster des moyens spécifiques à une stratégie qui n'est pas forcément la même.

La classe dominante sonne le tocsin : sur 221 villes comptant plus de 30.000 habitants, 82 ont élu un maire socialiste (45 maires socialistes en 1971) et 72 ont élu un maire communiste (51 maires communistes en 1971).

Les signataires du programme commun remettent sur le métier leur projet de gouvernement, en tenant compte des circonstances économiques et sociales nouvelles : la lutte contre le chômage et l'inflation autant que le besoin croissant de libertés plus larges et mieux garanties. Le monde du travail mûrit lentement sa riposte aux plans du grand capital.

La correspondance, que nous recevons, démontre qu'un certain nombre de citoyens, et même d'élus importants sur des listes d'union de la gauche aux municipales de mars 1977, sans appartenance politique déclarée, recherchent une famille d'esprit, qui corresponde à leurs aspirations.

L'histoire de la Jeune-République, la netteté intangible de ses principes (aujourd'hui, encore pour une Europe des peuples et non des monopoles germano-américains ; pour une reconversion des usines d'armement en une production pacifique et, irréductiblement, contre l'armement atomique), une conception du monde impliquant que l'extension nécessaire des nationalisations de la métallurgie ne suffit pas à l'épanouissement de l'homme, viennent convaincre des hésitants de rejoindre la J.-R.

Ces adhésions sont encore peu nombreuses et elles ne suffisent pas, dans la conjoncture présente, à donner au courant politique que représente le socialisme personnaliste la place qui lui reviendrait s'il réussissait à s'étoffer, à s'organiser et à confirmer le caractère original de son apport dans le cadre de la gauche unie.

Le combat mené depuis plusieurs dizaines d'années, avec des moyens matériels dérisoires, se poursuit parce que les analyses politiques produites pendant une longue période se sont révélées exactes et que les actes corrélatifs s'ordonnent aujourd'hui selon une perspective, qui paraît à nouveau déboucher sur un avenir difficile mais prometteur.

Les législatives de 1978, préparées par des mouvements sociaux de vaste envergure, vont constituer un moment décisif de l'histoire de notre pays.

A la veille peut-être de l'avènement au pouvoir des classes populaires représentées par leurs partis, le SOCIALISME PERSONNALISTE doit veiller, plus que jamais, à préciser sa doctrine, à élargir son audience, à exprimer son point de vue.

Comme en 1936, mais avec un style et un contenu neufs. Avec une plus grande ampleur.

LA V^e
RÉPUBLIQUE
CHANCELLE

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 2023 - 5-77

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
inférieur à 2.000 F	100 F
à partir de 2.000 F	200 F
à partir de 2.500 F	250 F
à partir de 3.000 F	300 F
à partir de 3.500 F	350 F
à partir de 4.000 F	400 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

PROPOSITIONS UN SOCIALISME

VERS LES LÉGISLATIVES

J.-R. • Le mode de scrutin lui-même n'est-il pas en cause ?

G. B. • Réinventé par le régime de la V^e République, le scrutin uninominal à deux tours, dit « majoritaire », a été manifestement taillé à la mesure de l'ex-R.P.F. et de son Chef. Il favorise le vedettariat, pénalise les petites formations modérées, tire le plus grand profit de l'inégalité démographique des circonscriptions. Il apparaît comme l'un des plus injustes, celui qui introduit la représentation la plus inexacte possible de l'opinion.

C'est pourquoi nous préconisons pour les prochaines Législatives, le scrutin de liste « à la proportionnelle intégrale ».

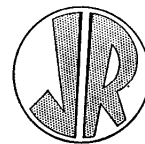
Pourquoi le scrutin de liste ? D'abord parce que nous en avons assez de cette vogue « à l'américaine » du vedettariat systématique, qui tend à propulser exclusivement sur le devant de la scène politique, le parfait candidat-robot bien huilé, qui a été conditionné pour exposer avec talent, en un temps minuté, les pires invraisemblances, les promesses les plus folles et les plus irresponsables. Confier le destin d'un électorat à ce genre de faux « superman », relève de l'ineptie.

Certes, la France recèle dans ses profondeurs un vieux fond historique de bonapartisme, dont Jacques Chirac exploite à son profit, en s'efforçant de les légitimer, tous les petits travers démagogiques. Mais ce genre d'aventure poussée jusqu'à ses limites extrêmes, nous a mené à Waterloo, à Sedan, au dénouement tragi-comique du boulangisme, de l'évanescence du gaullisme dans le mouvement hébertiste de mai 1968.

Sans doute, une personnalité, par son charisme, par sa dimension spirituelle et morale, peut avoir, dans des conditions déterminées de temps et de lieu, un impact déterminant sur le destin d'un peuple. Mais gouverner, c'est aussi co-ordonner, co-opérer, arbitrer. Le plus puissant cerveau de la planète est voué à l'impuissance si ses initiatives ne trouvent pas de prolongement pratique à travers une équipe de gouvernement, un collectif de l'exécutif.

Nous souhaitons, pour ce qui concerne les Législatives, l'émergence de semblables équipes, qui se présentent collégalement, dans chaque circonscription, au suffrage des Français, ceux-ci étant appelés à se prononcer exclusivement sur un idéal et un programme politiques, et une équipe chargée de les faire prévaloir.

POUR : PERSONNALISTE



Gérard Brissé

J.-R. • Ne serait-il pas souhaitable également de « moraliser » les campagnes électorales ?

G. B. • Un effort de « moralisation » des campagnes électorales est réclamé par nous depuis des années. N'a-t-on pas vu récemment — dans deux secteurs du département de l'Oise, notamment — des candidats archi-millionnaires, « acheter » systématiquement les voix de leurs électeurs à coups d'espèces sonnantes et trébuchantes ? N'a-t-on pu observer, ici et là, de véritables pugilats, parfois sanglants, lors des campagnes de collage d'affiches ?

• Les campagnes électorales devraient être l'objet, pendant un temps déterminé avant la date prévue du scrutin, d'un **code déontologique** bien précis, qui stipulerait entre autres leur prise en charge intégrale et exclusive, quant au financement, quant à la propagande, par la collectivité publique, les chances étant ainsi strictement égales entre les candidats. L'établissement de normes et de règlements bien définis, à l'exclusion de toute tierce intervention, contribuerait sans aucun doute à assainir l'atmosphère des campagnes électorales. Il serait judicieux également de suspendre la diffusion des sondages d'opinion, suspects d'influencer le choix des électeurs.

• Enfin, un dernier critère intervient pour fausser le résultat du débat public et réputé contradictoire : c'est celui des **abstentions**. Nul, certes, ne peut empêcher un citoyen de s'abstenir. Mais encore conviendrait-il que cette intention relève d'une volonté clairement exprimée par un bulletin blanc ou nul.

Autrement dit, prendre en considération des scrutins qui ne s'expriment pas revient à comptabiliser des morts. Il serait impératif que l'acte de voter ait force de loi, et que de lourdes pénalités frappent ceux qui se refuseraient délibérément à accomplir leur devoir électoral.

CONTRE UNE EUROPE DE GUERRE FROIDE

J.-R. • L'élection du parlement européen au suffrage universel fait couler beaucoup d'encre, et il semble que la Gauche soit assez partagée sur ce projet. Qu'en pensez-vous ?

G. B. • Sous un vernis démocratique, voire humanitariste, ce projet recèle en réalité un grand danger, ne serait-ce que par l'étiquette politique des hommes qui s'en affirment les plus chauds partisans.

En réalité, la volonté de ces hommes, issus des formations centristes ou de l'ex-M.R.P., est de

construire une Europe intégrée, vaguement social-démocrate, soudée étroitement aux Etats-Unis d'Amérique et aux pays signataires de l'Alliance atlantique. Une campagne insidieuse est du reste actuellement menée par ces milieux sur deux fronts : primo, l'indépendance de la France est un mythe ; notre pays est incapable de se défendre seul, face à la puissante armada soviétique. Seule une intégration plus poussée des armées européennes et des pays membres de l'OTAN — les deux pivots en étant l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis — peut permettre d'y faire face. Secundo : l'arrivée de la Gau-



Propositions pour un socialisme personnaliste



che au pouvoir et l'application du programme commun qui s'ensuivrait serait un désastre pour notre pays ; sur les plans économique et social, elle entraînerait un renforcement de la bureaucratie et du « collectivisme » ; dans le domaine international, elle conduirait à un isolement de notre pays. L'hypothèse projetée est que face à ces difficultés — réelles ou provoquées — la Gauche unie ne tiendra que quelques mois et que finira par s'esquisser un rapprochement entre socialistes et formations centristes. Ainsi se réaliserait en France une évolution que l'on a déjà observée en Allemagne fédérale — le rapprochement entre libéraux et socialistes — et qui permettrait une harmonisation plus poussée des politiques respectives des partenaires européens.

Du pool charbon-acier au projet avorté de C.E.D. — la Communauté européenne de défense —, d'Alcide de Gasperi à Adenauer, les tentatives n'ont pas manqué pour bâtir les Etats-Unis d'Europe, à la manière américaine.

Qui mieux que des parlementaires investis du suffrage universel pourrait avaliser les décisions tech-

nocratiques prises à Bruxelles et mettre au pas les velléités « autonomistes » des parlements nationaux ?

Ce vieux projet comporte donc un risque énorme : celui de consacrer la prééminence de l'Allemagne — qui s'est déjà hissée au tout premier rang du développement économique — et, à travers l'Allemagne, du bloc germano-anglo-américain. Les savants dosages numériques au sein de cette assemblée-croupion ne pourront en rien modifier le cours de l'évolution irréversible ainsi créée.

Sans doute, le Parti socialiste est-il à l'heure actuelle moins sensible à ces arguments, dans la mesure où l'Allemagne fédérale est présentement gouvernée par des socialistes. Mais pour combien de temps ? Rien n'est éternel et la marge de manœuvre des socio-démocrates allemands se réduit d'année en année. Demain, de l'Espagne à l'Allemagne, peuvent se réveiller d'autres forces que l'on croyait à jamais assoupies.

A cet égard, notre position est beaucoup plus proche de celle du Parti communiste et des gaullistes dits « d'opposition » — ceux du

Front progressiste, en particulier —. Nous ne sommes pas à priori, loin de là, contre le principe de l'élection au suffrage universel d'un parlement européen. Mais il y a d'une part le panier et d'autre part, ce que l'on met dedans.

L'Europe que nous voulons est l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » — selon une expression désormais consacrée — c'est-à-dire une Europe confédérale des peuples qui englobe les pays séparés de l'Est, une Europe qui fasse craquer définitivement les vieux carcans de la « guerre froide ».

A l'Est, des pays de vieille tradition démocratique ayant fait l'expérience d'un certain type de socialisme, aspirent à plus de démocratie réelle et de liberté. A l'Ouest, nos démocraties, lassées d'un prétendu libéralisme économique qui se résoud à la liberté d'investir, d'accumuler des profits et d'exploiter son prochain, recherchent une voie originale et spécifique vers le socialisme.

La rencontre de l'une et l'autre aspiration ne peut qu'être bénéfique à l'avancée humaine.

Gérard Brissé.

LE SOCIALISME PERSONNALISTE ?
C'EST UN SOCIALISME
QU'IL FAUT INVENTER
POUR QUE LA PERSONNE PUISSE
S'Y ÉPANOUIR EN PLÉNITUDE

nous avons proposé que les travailleurs étrangers jouissent, sous certaines conditions, des droits civiques, comme le droit d'élire les conseillers municipaux et les députés. Certains accueillent avec méfiance un développement du suffrage universel, qu'exigent des conditions socio-économiques nouvelles.

Le Ministère de l'Intérieur est si hostile à cette idée en gestation qu'il a interdit, à l'occasion d'une fête folklorique, l'élection-pour-rire d'un conseil municipal d'immigrés de différentes nationalités.

Mais les faits sont toujours les plus forts : plus de quatre millions de travailleurs étrangers vivent en France, soit 7,7 % de la population totale et 8,7 % de la population active. Ils occupent 92 % des emplois d'ouvriers. Ils jouent un rôle déterminant dans l'accroissement de la richesse nationale, en pratiquant les travaux les plus durs et les plus périlleux. Ils construisent une maison sur deux, une voiture sur trois, 90 kilomètres de routes sur 100.

Tandis que Président et Ministres évoquent la bataille de la production, les travailleurs étrangers, en plus grand nombre que leurs camarades français, tombent victimes d'accidents du travail. Pour reprendre une formule célèbre : ces combattants — que des racistes encore trop nombreux molestent et méprisent — ont des droits sur nous.

Une autre formule, non moins célèbre, reste d'actualité, même si elle date du temps d'Auguste Comte : le prolétariat campe dans la nation. Cette marginalisation persiste, sous d'autres formes, avec d'autres couches sociales : travailleurs migrants mais aussi Français des campagnes et des villes.

Les travailleurs du Tiers Monde doivent s'expatrier parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi dans leur pays sous-industrialisé. Ils viennent vendre leur force de travail, pour réaliser des travaux, que les Français refusent. Ils reçoivent des salaires tout juste nécessaires pour survivre et envoyer quelque argent à leur famille restée au pays. Leurs enfants, s'ils viennent en France, n'ont pratiquement aucune possibilité d'éducation et de promotion. Main-d'œuvre inépuisable, bon mar-

UN PEUPLE DANS LE PEUPLE

Claude-Roland Souchet

ché, soumise, interchangeable, le sous-prolétariat étranger parqué souvent dans des ghettos, rejoint, sans les connaître, ces autres « pauvres » : vagabonds-témoins d'une époque pré-industrielle révolue, exclus de la société dite d'abondance, couches sociales paupérisées (petits exploitants agricoles, commerçants modestes, artisans), que les exigences de la rentabilité jettent hors circuit. Ce continent, depuis peu découvert, de la France pauvre, surgit, selon des dimensions qui surprennent.

Maladie sociale, transmise d'une génération à l'autre, la misère tend à se perpétuer avec la société qui l'engendre (1).

La société d'abondance côtoie une zone croissante de pénurie plus ou moins extrême.

Les ressortissants du sous-prolétariat, souvent, ne remplissent même pas les conditions requises pour bénéficier de la Sécurité Sociale, et, malgré une progéniture nombreuse, qui constitue leur seule richesse — comme certains peuples du Tiers-Monde — ils ne perçoivent pas toujours les allocations familiales. En effet ils n'exercent pas d'activité professionnelle régulièrement rémunérée et subissent des arrêts de travail supérieurs à six mois sans être secourus. Au surplus, puisant au gré de leurs besoins et de leurs intérêts, dans la masse des sans-travail, beaucoup d'employeurs licencient sans cause réelle ni sérieuse, avant l'expiration d'un semestre d'emploi, pour être dispensés de payer un préavis. Les licenciements licites mais moralement abusifs traumatisent des salariés, qui mettaient tout leur zèle à consolider un emploi, dont ils ne mesuraient pas la précarité.

La difficulté de trouver un travail stable, en s'aggravant dans la conjoncture présente, accentue la marginalisation d'un sous-prolétariat, qui se livre, quand il le peut, aux tâches les plus ingrates.

Sans métier et sans logement, il s'éprouve comme sans passé et sans projet. La satisfaction des besoins élémentaires mobilise toute ses forces. Il est coupé de la réalité sociale et demeure étranger à l'histoire du mouvement ouvrier. Les événements ne le concernent pas. Il vit, replié dans un monde sans horizon et sans avenir, gris, monotone, répétitif.

A ce niveau de dénuement, les mentalités reflètent exactement les conditions matérielles d'existence. Des ressources inférieures au S.M.I.C. entraînent des carences irréversibles sur le plan corporel, affectif et intellectuel. Il n'est pas rare que des familles ne disposent pas de trente francs d'économies pour acheter des médicaments. Au manque de soins médicaux, répond une fréquence anormale d'hospitalisations, lesquelles disloquent encore davantage, par raréfaction des relations inter-personnelles, un moi déjà affaibli comme le corps lui-même.

Le prolétariat des travailleurs migrants diffère du sous-prolétariat d'origine française. Nous les avons mis en parallèle, parce qu'ils interpellent doublement « la société libérale avancée » sur son déclin et les signataires du Programme Commun en train de préciser leurs objectifs, et d'étudier les moyens de les réaliser.

Les laissés-pour-compte du progrès économique doivent constituer l'une des préoccupations premières des promoteurs du progrès social.

Demain, tout un peuple rejoindra le peuple, pour prendre en mains son histoire.

(1) Cf. :

— La provocation sous-prolétarienne par Alwine de Vos Van Steenwijk (Edition Sciences et Services - Pierrelaye 95).

— Les enfants des exclus par Marie-Catherine Ribeaud (Stock).

— Le Journal l'Humanité des 24 et 31 janvier 1977.

SOCIALISATION

Jean Pralong

L'histoire nous montre que l'homme a cherché la satisfaction de deux besoins : l'un correspond à l'aspect collectif de l'activité humaine ; l'autre à son aspect individuel. Nous l'avons dit : la lutte des classes est bien antérieures au marxisme, mais Karl Marx, par une étude scientifique des faits, contre les socialistes utopiques, a précisé des lois, et dégagé les conséquences du régime capitaliste.

Dans la dialectique marxiste, c'est l'opposition qui domine et qui fait avancer l'histoire. Pour que l'histoire progresse, il faut favoriser l'opposition entre la classe qui maintient le régime actuel (celle des capitalistes) et la classe esclave qui porte l'espoir de demain (le prolétariat).

La socialisation s'impose et la question est de savoir si nous allons la subir au risque de voir la personne engloutie et dévorée par ce moloch, ou si nous allons lucidement prendre en mains le destin de l'humanité.

En étudiant la socialisation, il s'agit finalement de construire une figure du monde physique autour de la personne humaine, élément significatif de tout le système. Découvertes et inventions sont de moins en moins l'œuvre d'un individu et deviennent progressivement l'œuvre d'un monde qui, chaque jour, s'organise : le monde des savants et des techniciens.

Accroître la rapidité et la rentabilité du travail, produire plus et, aussitôt, se pose le problème de l'écoulement des produits et donc le problème des rapports entre les hommes. Résultat des inventions antérieures ? La machine s'insère dans tout un ensemble de machines existant, dont elle n'est désormais plus qu'une partie.

Cette vision biologique de la technique pose le problème du travail. Jusqu'ici, on a étudié l'homme au travail sans tenir compte de son inclusion dans l'évolution et sans voir assez qu'il n'est qu'un membre de l'humanité.

On dit que l'homme travaille pour obéir à des impératifs économiques : se nourrir et nourrir sa famille. Le travail répond à un besoin d'activité de l'homme qui, accompli dans de bonnes conditions, perfectionne la personne.

Ces motivations sont réelles, tant qu'on demeure au plan individuel ; pour comprendre le sens et la valeur du travail, nous devons le replacer dans le devenir total du monde. Tout travail est, par nature, facteur d'unité.

Chômage, loisirs, recherche, culture doivent être étudiés ensemble. Une part de l'énergie, autrefois utilisée à des tâches pénibles et absorbantes, se trouve ainsi inemployée. Qu'allons-nous faire de cette énergie libérée ? Quelle sera l'occupation des hommes de demain ?

On a parlé d'une civilisation du travail ; ne faut-il pas parler aujourd'hui plus volontiers d'une civilisation du loisir ?

Le chômage n'est-il pas un symptôme, un signe qu'il faut déchiffrer ?

Le développement de la technique est inéluctable, inéluctable aussi la libération de l'énergie et donc inéluctable le chômage croissant. Il est temps que l'homme prenne conscience de ce mouvement de l'histoire, qu'il organise la société s'il veut canaliser l'énergie libérée et marcher ainsi dans le sens de l'évolution.

La socialisation croissante ne présente-t-elle pas un danger pour la personne ? Ne risque-t-elle pas de transformer la personne en simple rouage d'une grande machine ? Dans les pays socialistes où le marxisme est implanté, n'est-ce pas ce qui s'est produit. Et, dans les pays non socialistes, avec la montée des sociétés multinationales, n'assistons-nous pas à une dépersonnalisation graduelle de l'homme ? L'ensemble des hommes que nous côtoyons paraissent constituer une foule anonyme plus qu'une communauté de personnes.

Pour nous, socialistes personnalistes, c'est autour de la personne, en fonction de la personne que doit s'organiser tout l'univers et c'est dans la personne qu'il trouve son sens ; la personne éclaire l'avenir et le présent.

La socialisation, dans sa phase présente et future, ne trouve son sens et son explication que dans la personne.

La personne, ce n'est pas l'individu isolé, replié sur lui-même. Elle a une dimension sociale, dans une communion aux autres. Mais l'individu saura-t-il maîtriser la machine, diriger la science ? Elle reste vraie, la parole de MARC SANGNIER : « La Démocratie (le socialisme) est le régime qui permet aux individus de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires publiques ». Mais ce n'est pas l'individu isolé, ce doit être l'individu organisé, conscient. La démocratie, comme le socialisme, sont des régimes qui exigent le plus de forces morales. L'individu doit prendre conscience de ce qu'il est.

C'est là un des aspects du socialisme personnaliste de la Jeune-République.

HISTOIRE LITTÉRATURES

par Gérard Delfau et Anne Roche (Seuil)

Cet ouvrage collectif, avec ou sans barre entre les mots *Histoire/Littérature*, fait le point sur la critique depuis un siècle et demi et touche à la politique dans la mesure où nos auteurs utilisent le marxisme comme principale base opérationnelle et citent des critiques tels que Jaurès, Lénine ou Gramsci.

Avant la Révolution de 1789, fleurissent les Belles-Lettres : histoire, philosophie, éloquence, art dramatique, roman. Après la Révolution de 1830 et la montée au pouvoir de la bourgeoisie, les conditions socio-économiques font éclore une critique professionnelle.

Guizot, en 1833, Victor Duruy en 1863 et Jules Ferry en 1880 vont développer l'alphabétisation, grâce à l'école primaire. Sur le plan de l'infrastructure, après le temps du colportage, l'édition, en passant au stade industriel, va satisfaire la soif de lecture des nouveaux petits-bourgeois d'origine rurale et favoriser la critique littéraire.

Dans les années 1860, Sainte Beuve insiste sur la subjectivité de l'auteur : ce qu'il pense de la religion, de la nature, des femmes, de l'argent. Par contre, Taine formule ses critères célèbres : La Fontaine est un Gaulois (race), un Champenois (milieu) et un courtisan de Louis XIV (moment). Il s'inspire des méthodes de naturalistes comme Cuvier, qui reconstituaient (1812) un squelette, à partir d'ossements fossiles.

Au scientisme de Taine influencé par le positivisme utilitariste correspond le naturalisme d'un Zola, qui va entraîner, par réaction, spiritualisme, pseudo-mysticisme et symbolisme.

Les débuts de la III^e République marquent les beaux jours de la démocratie parlementaire bourgeoise, l'organisation de la classe ouvrière (la revendication pour la journée de huit heures et la fusillade de Fourmies datent de mai 1891 comme l'Encyclique *Rerum Nova-*

rum) et la mise en cause de la société par un socialisme, où dominent les tendances anarchistes.

La problématique marxiste base économique/superstructures idéologico-politiques est posée dès le Manifeste de 1848 : « L'histoire des idées, que démontrent-elles, sinon que la production spirituelle se transforme en même temps que la production matérielle ? Les idées qui dominaient une époque n'étaient jamais que les idées de la classe dominante » et se poursuit notamment en 1859 (l'année de la publication de *L'Origine des Espèces* de Darwin) avec la Critique de l'économie politique : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience ».

Le caractère historique, donc transitoire, des idées pose des questions à Marx lui-même : si l'art grec appartient à des formes dépassées de la production — l'esclavage — la jouissance artistique qu'il procure est actuelle, tout au moins, comme le notait Plekhanov [le premier traducteur de Marx en russe (1882)], dans notre type de civilisation. Et Gustave Lanson, autour de 1900, en contre-point, rectifie Taine en remarquant que le déterminisme n'explique pas le génie : Qu'est-ce qui différencie l'auteur du Cid de Thomas Corneille, son frère ?

Aucun système d'interprétation ne dévoile totalement les arcanes de la création. Après les excès du « réalisme socialiste » subordonné aux exigences d'une politique selon Jdanov, les critiques marxistes se posent aujourd'hui le problème de la survivance de l'art — et de la religion — ces prétendus « reflets », au mode de production qui leur ont donné naissance.

C'est ainsi que s'affirme le postulat d'une autonomie des superstructures. Selon Gramsci, vers 1932-1933, un mouvement culturel, une religion, une foi

NOTES DE LECTURE

peuvent engendrer une activité pratique. L'idéologie perd alors son sens péjoratif d'une représentation faussée de la classe dominante, qui justifie le bien-fondé de ses intérêts, en imposant comme des normes immuables et universelles ses conceptions sur l'art, le droit, l'éducation, etc...

Goldmann, Sartre et Althüsser n'ont pas dépassé « l'indépassable marxisme » mais ils l'ont ouvert sur d'autres horizons. Ils l'ont enrichi mais aussi fragilisé dans cette recherche risquée d'une cohérence entre le monde et l'homme.

Pendant les années trente, l'Institut de Recherche Sociale de Francfort, dont les membres furent persécutés par les nazis, avait tracé des pistes avec Adorno, Herbert Marcuse, Erich Fromm et Walter Benjamin, attentifs aux mutations techniques de l'époque et aux théories en essor comme la psychanalyse, dont la notion d'inconscient apparaît comme anhistorique (enterrant toute l'existence de l'individu dans le temps immobile de la prime enfance).

Le freudo-marxisme, très contesté, mais appelé à se développer, permet de scruter chaque texte dans un contexte pluridimensionnel, où les grilles d'interprétation socio-psychologiques s'affinent.

Si la beauté ne progresse pas, dans les siècles, à travers la création de formes neuves, l'herméneutique propose des méthodes toujours plus complexes, pour mieux comprendre l'art et l'artiste.

L'histoire ne démonte pas la littérature comme un mécanicien, une voiture. Elle la met en perspective, dynamiquement. Viendra le jour, où toute division du travail abolie, à un certain moment de l'humanité, littérateur et lecteur, créateur et consommateur ne feront plus qu'un.

Cl.-R. S.

AU SOLEIL COUCHANT DE L'EMPIRE

par Pierre Peignon
(Ed. La Pensée Universelle)

Ceux qui ont savouré à la télévision le feuilleton « Fachoda » liront avec un vif plaisir, la relation de voyage de Pierre Peignon. En 1950 et 1951, d'Oran à Yaoundé, de Dakar à Abéché, il a avalé 40.000 kilomètres sur les pistes de l'Afrique Française.

LA GAUCHE EN FRANCE DEPUIS 1900

par Jean Touchard (Editions du Seuil)

Ce cours, professé par Jean Touchard à l'Institut d'Études Politiques de Paris, rendra service à ceux qui cherchent des points de repère, dans l'histoire de la gauche en France, par une étude chronologique des événements. Depuis 1789, l'opposition, aux États-Généraux puis à l'Assemblée Constituante, se situe

à la gauche du président de séance. L'interrogation finale du livre est celle de savoir, si, la vocation de la gauche doit constamment ou presque se fixer dans l'opposition. Sa faiblesse c'est de survoler les événements sans figurer, ni expliquer grand chose, en laissant le lecteur ou l'élève sur sa faim de comprendre passé, présent et avenir de la gauche en France.

**Dans notre
courrier**

NORMANDIE

**NUISANCES D'UN
RÉGIME A
BUT LUCRATIF**

Philippe Forthomme (Rouen), nous communique ces réflexions amères sur la société de sous-consommation et de gaspillage mêlés :

« En tout lieu et à tout moment, le « consommateur » se trouve confronté à une certaine notion de la « valeur ». Conditionné par ce désir d'ersatz (confort, puissance, etc...) le sociétaire ne semble pas vouloir se rendre compte des effets secondaires de cet état d'esprit. L'acceptation des sous-produits du « progrès » tels que : la création d'obligations et de besoins (la mécanisation ayant augmenté les rendements, une partie de la population active suffit à couvrir les besoins de la population totale), le bannissement de rapports humains, la dilapidation du patrimoine naturel... semble être réalisée malgré l'unanimité des oppositions.

« C'est l'apogée d'une civilisation décadente : créer des besoins tandis qu'existent déjà tant de carences.

« Si nous ne pouvons malheureusement pas faire autrement que de léguer aux générations futures des déchets — radio-actifs — tels que des matériaux non bio-dégradables et non-recyclables, nous pouvons par contre réagir pour en stopper la prolifération et faire en sorte que cet état d'esprit ne fasse pas partie de l'héritage ».

**La Jeune - République
a pris position . . .**

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Parti de la Jeune-République qui s'est réjoui du succès de la gauche unie au scrutin municipal de mars 1977, tient à rappeler les exigences du socialisme personneliste sur ce point :

Le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE s'est toujours prononcé pour l'élection des maires des arrondissements de PARIS par les conseillers municipaux élus. En cela, le mode de désignation du Maire de Paris et la suppression des maires d'arrondissements ne correspond pas à son attente.

Le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE préconise, en faveur des communes, une autonomie plus large d'initiatives et de gestion, une répartition plus équitable des ressources et des charges financières entre les communes et l'Etat, dans le cadre d'un plan d'ensemble de régionalisation, de décentralisation et de déconcentration.

Le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE estime que la priorité doit être donnée, dans la gestion municipale : aux logements sociaux, à l'aide aux vieillards, aux handicapés et aux travailleurs étrangers, à l'implantation de crèches, de groupes scolaires, d'établissements d'enseignements technique et secondaire, de centres de santé et d'hospitalisation, aux transports en commun.

Le Parti de la Jeune-République s'est toujours prononcé pour une revalorisation des services publics, afin de lutter contre les empiètements abusifs des grands intérêts privés. Le Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE estime que ce programme pourra être réalisé dans la perspective du triomphe de la gauche unie sans exclusive autour du PROGRAMME COMMUN.

ATTENTATS CRIMINELS

deux attentats criminels ont ensanglanté la période électorale à Paris : l'un contre Charles PALANT, vice-président du M.R.A.P., l'autre dans le 5^e arrondissement contre un militant communiste Roger MARIA, vice-président du M.R.A.P. Le Parti de la Jeune-République s'est associé aux meetings de protestation avec tous ceux qui combattent ensemble pour la défense et l'extension des libertés en France et dans le monde, pour la démocratie, pour la justice et pour la paix.

**LA DÉMOCRATIE
EST L'ORGANISATION SOCIALE
QUI TEND A PORTER AU MAXIMUM
LA CONSCIENCE ET LA RESPONSABILITÉ
CIVIQUE DE CHACUN**

MARC SANGNIER

La Jeune - République a pris position . . .

UN SCRUTIN DÉMOCRATIQUE

Le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE s'est toujours prononcé pour le scrutin de liste à la proportionnelle intégrale au plus fort reste, seul scrutin vraiment démocratique.

GRÈVE DU 28 AVRIL 1977

Les Syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé une grève de 24 heures dans tout le secteur public et nationalisé pour le 28 avril 1977, pour protester contre le blocage des salaires, pour défendre le pouvoir d'achat. Une rencontre préparatoire s'est déroulée le 22 avril entre la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N.

Face au durcissement patronal et à la montée inquiétante du chômage dans des couches de plus en plus larges de la population, le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE apporte son appui aux luttes menées par les centrales syndicales. Il s'associe à la manifestation de la gauche unie. Le Parti de la Jeune-République dénonce le blocage des salaires face à la montée des prix. Il approuve les solutions proposées par l'union de la gauche pour assurer le pouvoir d'achat, arrêter cette montée fulgurante des prix en s'attaquant à ses causes réelles.

LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parti de la Jeune-République se prononce contre un Parlement Européen élu au suffrage universel mais souhaite la naissance d'une EUROPE CONFÉDÉRALE des PEUPLES, de l'Atlantique à l'Oural, seule solution qui puisse mettre fin à une guerre froide encore latente.

RENCONTRE DE LISBONNE

Le PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE qui a dénoncé dès 1936 le Régime fasciste de FRANCO, se réjouit du retour d'une certaine démocratie en Espagne. Il a salué la rencontre des trois leaders communistes d'Espagne, d'Italie et de France comme un tournant décisif dans l'histoire de l'Europe occidentale et comme une avancée vers un socialisme respectueux des libertés.

La J.-R. continue à paraître

Nous prions nos lecteurs, abonnés, adhérents et amis d'excuser le retard apporté à la parution de ce numéro 104, retard dû à l'état de santé de la Rédactrice en Chef.

Dans notre courrier

PARIS

Intéressé par E. Mounier et le Personnalisme, je vous serai reconnaissant de bien vouloir m'adresser la documentation sur votre organisation, ses principes, son histoire, et ses activités actuelles.

L. S.

AVEYRON

Veillez me faire parvenir dans les plus brefs délais le programme de JEUNE-RÉPUBLIQUE ainsi que les structures de l'organisation afin de prendre contact. Merci.

J. B.

BOUCHES-du-RHONE

A la suite du court exposé relatif à votre groupe, paru dans le Particulier n° 517 de février 1977, je vous prie de m'adresser davantage d'informations sur la JEUNE-RÉPUBLIQUE, m'indiquer en particulier s'il existe un groupe dans les Bouches-du-Rhône, et m'abonner à votre journal.

E. E.

N.B. — Claude-Henri FRECHES, 12, allée d'Oxford, à AIX-EN-PROVENCE 13100, est responsable de la JEUNE-RÉPUBLIQUE pour les Bouches-du-Rhône.

LOIRET

N'ayant pu participer aux journées d'études sur le SOCIALISME PERSONNALISTE, je vous demanderais de recevoir les documents réunis lors de ces journées et, si cela est possible, le livre de MARC SANGNIER de Madeleine Barthélémy-Madaule. Voulez-vous me préciser s'il existe des équipes de JEUNE-RÉPUBLIQUE dans la région. Croyez, Messieurs, en toute ma sympathie.

G. L.

LOIRE

Que la J.-R. se maintienne et se développe pour que soient mieux connues nos conceptions pour un SOCIALISME PERSONNALISTE. La grande presse parle peu de nous. Dans notre société de consommation, seule compte la publicité. Il faut beaucoup d'argent pour cela.

J. P.

Dans notre courrier

MORBIHAN

Merci pour l'exemplaire de J.-R. que vous nous avez fait parvenir gratuitement. Votre programme m'intéresse. Je viens de lire une brochure sur Emmanuel MOUNIER mais j'aimerais aussi connaître Marc SANGNIER. Pouvez-vous m'assurer la vente du livre de Madeleine Barthélémy-Madaule ? Je joins à ma lettre un bulletin d'abonnement et un chèque.

L. L.

SARTHE

Après avoir bien relu le MANIFESTE DE BIERVILLE, je suis sur le point d'adhérer à la J.-R., en entraînant, je l'espère quelques amis. (...) Avez-vous un texte analysant la position de la J.-R. par rapport à l'évolution du P.C. depuis 1975 (dictature du prolétariat, eurocommunisme, etc...). En matière de défense, quelle est la position de la J.-R. par rapport à la non-violence ? S'est-elle prononcée par exemple sur le Texte d'orientation politique du Mouvement d'Action Non-Violente ?

J.-J. R.

R. — Il est difficile de répondre en quelques mots à vos questions. Le Parti de la Jeune-République a donné son adhésion au Programme commun de la Gauche le 14 juillet 1972. En relation avec cet engagement essentiel, il prépare un texte de mise à jour aussi complet que possible. Depuis plusieurs années, dans de nombreux textes, nous avons analysé la politique du P.C.F. (V^o n° 100-101 de J.-R.). La majorité des militants J.-R. sont des chrétiens agissant, à titre individuel, dans des mouvements d'action non-violente. Mais, quelles que soient nos motivations, nous nous refusons à intervenir sur le plan politique en qualité de chrétiens. Ce refus de mêler explicitement foi et politique nous distingue des « chrétiens pour le socialisme » et des « chrétiens marxistes ».

VOSGES

« J'aimerais, si possible, connaître la position de la J.-R. en ce qui concerne :

- l'élection des maires au suffrage universel. J'en suis partisan ;
- l'élection du parlement européen au suffrage universel.

Personnellement, je pense que cela représente un pas dans la démocratie. L'Europe ne se fera qu'avec cette réforme et, contrairement au point de vue général de l'opinion publique, nous ne serons pas germanisés mais européens, nous avons grand besoin de la R.F.A. Pour cela, il est nécessaire de retirer les troupes F.F.A. J'en faisais moi-même partie et, en 12 mois de service militaire, je n'ai jamais compris ce que je faisais en R.F.A. En vertu de quoi Valéry Giscard d'Estaing veut-il continuer l'Europe alors que depuis 1945 aucun traité de paix n'est signé ? ».

J.-D. G.

La Jeune - République a pris position . . .

LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

Le 1^{er} août 1975, trente-trois pays européens, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, ont signé l'acte final d'HELSINKI, qui consacre solennellement la coexistence pacifique entre les nations. Cette Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, doit recevoir un prolongement par les réunions de Belgrade, en juin 1977.

L'adoption unanime du document démontre qu'il existe un dénominateur commun entre tous les peuples qui ont vaincu le nazisme : un consensus sur une certaine conception de la morale.

Mais des atteintes aux libertés, à travers une notion de crime d'Etat, se poursuivent encore dans divers pays, près de deux ans après la signature du Document final.

C'est pourquoi le Parti de la Jeune-République adjure les Etats participants de reconnaître en pratique l'importance universelle des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales conformément aux dispositions de l'article sept des dix principes d'Heisinki.

Le succès de la Conférence de Belgrade dépend de l'application scrupuleuse des principes énoncés.

La survie de l'humanité, par les relations amicales et la coopération entre les Etats, est indissociable du respect des libertés de pensée, de conscience, de religion, et de conviction de chaque personne, ainsi qu'il a été proclamé explicitement à Heisinki.

**DÈS AUJOURD'HUI
RENSEIGNEZ - VOUS
DOCUMENTEZ - VOUS
ABONNEZ - VOUS**

à

JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C. C. P. PARIS 20.896-71 -- ABONNEMENT 30 F

**LISEZ TOUS
JEUNE-RÉPUBLIQUE**

FAITES ABONNER VOS AMIS A JEUNE - RÉPUBLIQUE

Vous lisez JEUNE-RÉPUBLIQUE. Vous voulez nous aider à le diffuser. Nous vous remercions de bien vouloir noter ci-dessous l'adresse des personnes de votre connaissance auxquelles nous adresserons JEUNE-RÉPUBLIQUE.

Retournez donc **DÈS AUJOURD'HUI** ce bulletin-réponse à JEUNE-RÉPUBLIQUE, Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz - 92200 NEUILLY (Hts-de-Seine) - accompagné du versement correspondant au C.C.P. : PARIS 20.896-71 :

Voulez-vous adresser JEUNE-RÉPUBLIQUE aux personnes suivantes de la part de :

NOM et adresse :

vous adresse

ci-joint la somme de représentant
abonnement d'un an.

NOM et adresse (+ n° du département)

.....

.....

NOM et adresse (+ n° du département)

.....

.....

NOM et adresse (+ n° du département)

.....

.....

NOM et adresse (+ n° du département)

.....

.....

NOM et adresse (+ n° du département)

.....

.....

Dans notre courrier

R. — 1° Nous sommes favorables à l'élection des maires au suffrage universel.

2° Sur l'élection du Parlement Européen au suffrage universel, le Parti de la Jeune-République y est résolument opposé. Il suit la ligne politique amorcée en 1954-55 par l'opposition formelle qu'il avait prise à cette époque contre la C.E.D. Les arguments en faveur de cette position sont multiples. Il suffit de rappeler que si l'élection au suffrage universel ne change pas a priori les pouvoirs du Parlement européen, il est bien évident que ce nouveau Parlement consacré par un vote populaire s'arrogera des pouvoirs qui risquent de mettre en péril la souveraineté nationale. Ce Parlement européen risque d'être dominé par les Allemands de la République Fédérale dont beaucoup sont conservateurs et certains encore nazis. Les Américains, à l'aide de groupes de pression, pourraient agir au sein de cette institution dans le sens de leurs intérêts économiques. Chacun sait que la démocratie formelle ne coïncide pas avec la démocratie réelle. Le suffrage universel est indispensable à la démocratie mais il est souvent manipulé par des puissances financières qui se jouent de la volonté réelle du peuple. En fait, cette mesure risque d'aggraver la coupure de l'Europe en deux blocs hostiles et de rallumer la guerre froide.

La Jeune-République attache une grande importance aux Accords d'HELSINKI en faveur du désarmement et du développement de la coopération entre l'Est et l'Ouest. Nous œuvrons aussi pour que les Etats des Démocraties Populaires cessent de mépriser les droits de la personne humaine, en contradiction avec ces mêmes Accords d'Helsinki qui exigent la libre circulation des hommes et des idées dans tous les pays. Si nous voulons que les Pays communistes se démocratisent, il ne faut pas donner une chance aux revanchards de la R.F.A. qui risquent de bloquer le processus de libéralisation à l'Est de l'Europe.

Cl.-R. S.

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

Renouvelez dès aujourd'hui

**COTISATIONS
ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS
VOLONTAIRES**

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

C.C.P. PARIS 20.896-71

La Jeune République
PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

$$E = MC^2$$

L'énergie est égale au produit de la masse multiplié par le carré de la vitesse de la lumière. Telle est la formule de l'énergie nucléaire... autrement dit de la destruction possible du monde.

POUR SAUVER L'HUMANITÉ
DE LA DESTRUCTION

IL FAUT

- lutter contre l'armement atomique
- mobiliser l'opinion mondiale contre le danger de guerre atomique qu'annoncent toutes les expériences nucléaires
- travailler en vue d'un désarmement général, simultané et contrôlé

LE PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE
S'AFFIRME
CONTRE TOUTE FORCE de FRAPPE
Nationale, Multinationale ou Bipolaire

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature